

Décumul : le rendez-vous raté

GOVERNANCE PS, MR et CDH ont fauté en évitant le débat public

► Le débat a viré à la pantalonnade.
► Il met en exergue les vieux travers des partis traditionnels.

ANALYSE

Pantalonnade! Le débat sur le (dé)cumul des mandats en Wallonie a tourné au burlesque, à la figure de style clownesque : décumul, cumul, décumul... Cumulet. Le décret voté sous la précédente législature était une exigence d'Ecolo, tempérée par le PS et le CDH. Résultat : le texte limitait le nombre de députés wallons autorisés à mener de front un mandat parlementaire et un autre au sein d'un collège communal, à 25 % du groupe parlementaire. Soit un élu sur quatre désigné sur la base de son taux de pénétration. Sans revenir ici sur le fond de ce débat clivant dès son origine, il faut constater que les présidents du PS, du CDH et MR ont manœuvré comme des acrobates de foire dominicale, se livrant à des contorsions intellectuelles indignes de l'intelligence et du sens politique qu'on leur prête. **A mauvais escient.** La négociation, pour faire un sort à ce décret, associait Elio Di Rupo, Benoît Lutgen et Olivier Chastel, respectivement présidents du PS, du CDH et du MR. Soit les deux partis de la majorité wallonne et un de l'opposition à la

Région. Sur cette terre de coalitions qu'est la Belgique politique, il est rare que les partenaires de gouvernement conviennent tout ou partie de la minorité à la table des négociations. En l'occurrence, l'invitation adressée à la famille libérale s'explique par la nécessité d'une majorité des deux tiers pour modifier le décret sur le décumul et par l'aversion avérée des libéraux pour cette mesure.

Que des formations politiques se parlent plutôt que de s'affronter, c'est bien. Qu'elles le fassent pour un sujet qui concerne avant tout leur propre confort, plutôt que pour des thématiques visant directement le quotidien des citoyens, c'est dramatique pour l'image de la politique.

En catimini. Les négociations menées par la tierce présidentielle se sont déroulées à l'abri des médias et de l'opinion. Comme si s'accorder sur un tel sujet – l'organisation de la représentation politique et la place laissée aux municipalistes au sein de l'assemblée régionale – justifiait le secret, la publicité des débats n'étant permise que si ceux-ci sont déjà ficelés. Un choix déplorable. Car même s'il est évident que la majorité rouge-romaine à Namur se devait de s'élargir à une partie de l'opposition, il eût été plus sain, sur le plan démocratique, d'of-

frir à cet enjeu une publicité et un débat de fond digne de ceux accordés au Ceta.

Inconséquent. Officiellement, il s'agissait de revoir le décret parce qu'il était mal ficelé et donc sujet à bien des critiques. Relevons au passage que sa principale imperfection provient du critère (le taux de pénétration) destiné à départager les élus, ajout imposé par le PS et le CDH à Ecolo pour voter le texte sous le gouvernement Olivier. Or, sous la pression des médias et des réseaux sociaux, voici trois présidents qui proclament 24 heures plus tard qu'ils ne changeront rien. Autrement dit, le décret décumul serait bancal, mais on décide de ne plus y toucher, par crainte de l'opinion. En toute logique, il reste donc bancal. Voilà qui est pour le moins inconséquent.

Le caractère intéressé du sujet, l'opacité des tractations et la volte-face maladroite des partis constituent autant de signaux négatifs adressés à la population. En cette période où les leaders adoptant des postures raides parviennent à séduire une partie des foules, ces contorsions sont mal venues. Dangereuses, même. La politique est un exercice de style souvent fort complexe. C'est pourquoi chaque mouvement doit être décomposé et expliqué avec soin. ■

PASCAL LORENT